



Chimie ParisTech  
11 rue Pierre et Marie Curie  
75231 Paris Cedex 05  
01 85 78 41 00  
[www.chimieparistech.psl.eu](http://www.chimieparistech.psl.eu)

# CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION D'UN ESPACE DE RESTAURATION DE TYPE CAFETERIA

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P.)

N° 2025ENSCP00002 du 13/06/2025

Article I. Objet de la convention – Dispositions générales .....	3
I.1 Objet de la convention.....	3
I.2 Régime d’occupation des locaux .....	3
I.3 Durée de la convention .....	3
I.4 Documents contractuels .....	3
Article II. Conditions d’exploitation .....	3
II.1 Conditions générales.....	3
II.2 Conditions spécifiques.....	4
Article III. Exploitation.....	4
III.1 Nature des prestations : .....	4
III.2 Personnel :.....	4
III.3 Entretien des locaux et des installations.....	5
Article IV. Conditions techniques .....	5
IV.1 Réseau d’eau.....	5
IV.2 Réseau électrique .....	5
IV.3 Dysfonctionnements dans la fourniture d’électricité.....	5
Article V. Responsabilité et assurances.....	6
V.1 Dommages.....	6
V.2 Assurances.....	6
Article VI. Prix de vente et redevance .....	6
Article VII. Cession ou sous-location.....	7
Article VIII. Résiliation.....	7
VIII.1 Résiliation aux torts exclusifs de l’exploitant .....	7
VIII.2 Résiliation pour des motifs d’intérêt général .....	7
VIII.3 Conséquence de la résiliation sur les redevances versées par l’exploitant .....	8
Article IX. Jugement des contentieux .....	8

## Article I. Objet de la convention – Dispositions générales

### I.1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'occupation et d'exploitation d'un espace de restauration de type cafétéria à l'intérieur du site de l'ENSCP et destinée aux personnels et aux visiteurs.

### I.2 Régime d'occupation des locaux

La convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public. L'ENSCP cède un droit d'occupation précaire et révocable au titulaire, en aucun cas le titulaire ne pourra se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale.

### I.3 Durée de la convention

La convention est conclue pour une durée de quatre (4) ans fermes à compter de sa notification.

### I.4 Documents contractuels

Cette convention est constituée des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- 1 - la convention d'occupation temporaire pour la gestion et l'exploitation d'un espace de restauration de type cafétéria.
- 2- Le document précisant et détaillant la redevance annuelle à verser à l'ENSCP.
- 3 - Le bordereau des tarifs
- 4 - le présent Cahier des Clauses Particulières n°2025ENSCP00002 du 13/06/2025
- 5 - Dossier technique

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s)-tarif(s) du titulaire ou dans une documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces contractuelles, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

## Article II. Conditions d'exploitation

### II.1 Conditions générales

L'EXPLOITANT reconnaît que l'exploitation de l'activité sur l'emplacement le sera sous sa responsabilité pleine et entière.

Il sera, en particulier, seul responsable, notamment de la gestion financière et sanitaire vis-à-vis des consommateurs, des fournisseurs, de son personnel, de la sécurité sociale, des impôts, etc....

Il fournira chaque année les documents justificatifs qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales.

En cas de contrôle, l'EXPLOITANT devra pouvoir justifier auprès de l'ENSCP qu'il détient les autorisations nécessaires pour exploiter son activité sur l'emplacement concédé.

Dans le cadre des missions établies par la présente convention, l'EXPLOITANT s'engage dans la mesure de sa propre politique votée par son Conseil d'Administration à valoriser toute initiative relative à la protection de l'environnement et au développement durable, telles que la réduction des déchets, utilisation de matières recyclables, priorisation de circuits courts (fournisseurs) dans la mesure des possibilités de l'EXPLOITANT.

## **II.2 Conditions spécifiques**

L'entrée du personnel de l'exploitant dans les locaux de l'ENSCP se fera conformément aux règles de sécurité imposées par le règlement intérieur et par toute directive du personnel de l'ENSCP.

## **Article III. Exploitation**

### **III.1 Nature des prestations :**

L'EXPLOITANT fournira des repas chauds et froids (service brasserie entre 11h30 et 14h00).

Par ailleurs, il fournira à tout moment des compositions froides, sandwichs froids et chauds, boissons chaudes et froides, viennoiseries et autres prestations.

Toutes ces prestations sont définies dans son dossier technique annexé à la présente convention.

L'EXPLOITANT est autorisé à obtenir des autorités compétentes uniquement une « petite licence restaurant » (article L3331-2 du code de la santé publique).

L'EXPLOITANT sera tenu, à l'égard des usagers, d'assurer les services et fournitures qui font l'objet de la convention, tous les jours ouvrables aux horaires prévus par l'ENSCP.

Les jours et les horaires effectifs d'ouverture au public prévus sont :

Du lundi au vendredi de 8 heures à 17 heures,

L'EXPLOITANT doit quitter ces locaux au maximum à 19 heures et est autorisé à entrer dans ces locaux à partir de 6 heures.

L'EXPLOITANT ne pourra exercer son activité durant les périodes de fermeture de l'ENSCP (Cf planning d'activités).

Toute modification d'horaires d'ouverture/fermeture devra recevoir l'accord préalable de l'ENSCP sur demande écrite faite 15 jours auparavant.

Toutes les autres activités d'ordre privé et sans lien avec la présente convention sont strictement interdites dans le cadre de l'exploitation de la cafétéria.

L'EXPLOITANT s'engage à faire de la cafétéria un lieu le plus convivial possible.

L'EXPLOITANT s'engage à accepter tous moyens de paiement tels que chèque sur facture, espèces, carte bancaire.

### **III.2 Personnel :**

L'EXPLOITANT est responsable, dans les conditions de droit commun (législation du travail, hygiène et sécurité...), de la gestion de son personnel et de leurs activités.

Il s'engage à avoir en permanence un personnel ayant au minimum un CAP de cuisine ou équivalent. De même, le personnel employé devra justifier d'une formation à l'anglais de base.

Une liste à jour des personnes employées dans les locaux occupés, qu'il s'agisse de l'occupant ou de ses préposés, sera communiquée à la direction générale des services de l'ENSCP au démarrage de la présente convention puis à chaque mouvement de personnel.

Sur la base de cette liste, l'ENSCP fournira des badges nécessaires permettant l'accès aux locaux dans une plage horaire définie.

### **III.3 Entretien des locaux et des installations**

L'EXPLOITANT s'engage à maintenir en parfait état d'entretien et de propreté les locaux et installations, dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité en vigueur.

Au cas où le EXPLOITANT ne satisferait pas à ses obligations, dans le délai de quinze jours après réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse, l'ENSCP aura le droit de faire procéder aux travaux, réparations, remplacements nécessaires pour le compte et aux frais de l'EXPLOITANT qui sera alors tenu de rembourser immédiatement les dépenses faites par l'ENSCP sur simple présentation des factures dans le respect des procédures de commande publique, mêmes simplifiées.

Ce délai pourra être ramené à 48 heures en cas d'urgence.

L'ENSCP se réserve le droit d'effectuer des contrôles ponctuels et/ou inopinés au minimum 2 fois par an. L'EXPLOITANT devra laisser un libre accès à tout organisme en matière de contrôle obligatoire des ERP. L'ENSCP en avisera l'EXPLOITANT dès connaissance des dates.

Les livraisons sont autorisées aux abords de la cafétéria en coordination avec le Service LMA de l'ENSCP.

Le tri sélectif doit être fait via les conteneurs qui se trouvent sur le campus.

La fourniture des extincteurs et leur entretien sont à la charge de l'ENSCP.

## **Article IV. Conditions techniques**

### **IV.1 Réseau d'eau**

L'ENSCP mettra à disposition un réseau d'eau.

### **IV.2 Réseau électrique**

L'ENSCP mettra à disposition la fourniture d'électricité.

### **IV.3 Dysfonctionnements dans la fourniture d'électricité**

Pour toute coupure d'alimentation d'électricité accidentelle ou liée à une nécessité de service affectant les le service de restauration, l'ENSCP fera ses meilleurs efforts pour remettre en fonctionnement la fourniture d'électricité, sauf impossibilité due à un défaut sur les installations du bénéficiaire (défaut d'isolement, etc.). Dans ce cas, la remise en fonctionnement ne pourra intervenir qu'après disparition du défaut interne à l'installation de l'exploitant.

En tout état de cause, l'exploitant devra veiller au strict respect de la chaîne du froid et fera son affaire du préjudice tenant notamment à la non-conservation de ses produits et/ou à la perte du chiffre d'affaires qui en résulterait.

## **Article V. Responsabilité et assurances**

### **V.1 Dommages**

L'exploitant doit, immédiatement dès qu'il en a connaissance, informer l'ENSCP de tout sinistre ou dégradation qui surviendrait à l'occasion de la gestion et de l'exploitation des distributeurs.

L'exploitant est responsable des dégâts qui pourraient se produire dans les emplacements autorisés et leurs dépendances, sauf s'il est avéré que le dommage ne lui est pas imputable. En particulier, il est responsable des dégâts que pourrait occasionner la livraison des marchandises.

L'exploitant est responsable de tout accident pouvant survenir dans le strict cadre de l'exploitation de son activité, sans que l'ENSCP ne puisse aucunement être mise en cause, sauf faute ou négligence de sa part. L'ENSCP est de même entièrement déchargée de toute responsabilité en cas de disparition de matériel ou de marchandise.

L'exploitant sera responsable tant vis-à-vis de l'ENSCP que des tiers, des accidents et dommages de toute nature qui pourraient résulter de son activité ou de ses installations.

### **V.2 Assurances**

L'ENSCP déclinant toute responsabilité quant aux dommages définis ci dessus ainsi que plus généralement pour les accidents pouvant survenir à l'occasion de l'activité ou en cas de perte et/ou vol du matériel à usage professionnel ou d'objets et valeurs personnels, l'exploitant doit s'assurer, avant de commencer l'exploitation, auprès de compagnies d'assurance notoirement solvables et bénéficiant de l'agrément du ministère de l'économie et des finances, contre les risques de la profession. Les polices d'assurance souscrites renoncent à tout recours contre l'ENSCP.

L'exploitant acquitte les primes d'assurances à ses frais exclusifs et doit justifier de leur paiement sur simple demande de l'ENSCP dans un délai de 15 (quinze) jours.

## **Article VI. Prix de vente et redevance**

L'exploitant s'engage à maintenir les prix de vente au public tels que précisés en annexe pendant toute la durée d'exécution de la convention.

En contrepartie du droit d'occupation présentement concédé, l'exploitant s'engage à verser à l'ENSCP une redevance détaillée à l'article 8.1 de la convention d'occupation temporaire.

Les paiements s'effectueront à réception d'une facture établie par l'ENSCP.

Les règlements seront effectués par chèque ou virement bancaire ou postal, à l'ordre de l'Agent Comptable de l'ENSCP, 11 rue Pierre et Marie Curie 75005 Paris.

Les règlements par virements bancaires seront effectués au compte suivant :

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE CHIMIE DE PARIS			
Domiciliation : R.G.F. PARIS			
94, rue Réaumur			
75104 PARIS Cedex 02			
Code Banque	Code Guichet	N° de compte	Clé RIB
10071	75000	00001005796	55
IBAN : FR 76 1007 1750 0000 0010 0579 655			
BIC / SWIFT: TRPUFRP1			

Conformément aux dispositions de l'article L-2125-5 du Code général de la propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement d'un terme, la redevance échue portera intérêts de plein droit au taux en vigueur sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque, et quelle que soit la cause du retard, les fractions de mois étant négligées pour le calcul de ces intérêts.

### Article VII. Cession ou sous-location

L'autorisation est accordée à titre personnel et ne peut faire l'objet de cession d'aucune sorte. De même, toute sous-location partielle ou totale est interdite.

### Article VIII. Résiliation

La résiliation de la présente convention pourra être prononcée par l'ENSCP, soit en cas de manquement imputable à la l'exploitant, soit pour des motifs d'intérêt général.

La résiliation ne pourra intervenir qu'un mois après mise en demeure préalable restée sans effet.

#### VIII.1 Résiliation aux torts exclusifs de l'exploitant

**En cas de manquement grave et/ou répété aux engagements de l'article III du présent CCP, l'ENSCP pourra procéder à sa résiliation pour faute.**

Dans le présent cas, l'exploitant ne peut prétendre à aucune indemnisation de la part de l'ENSCP. En outre, les éventuelles conséquences onéreuses de ladite résiliation pourront être, le cas échéant, mises à la charge de l'exploitant. Enfin, les investissements éventuellement réalisés et qui n'auraient pas été amortis ne pourront ouvrir droit au bénéfice d'une quelconque indemnisation.

La résiliation de la convention aux torts exclusifs de l'exploitant sera précédée d'une mise en demeure de l'ENSCP. Cette dernière interviendra dans un délai d'un mois précédant la résiliation et mentionnera les griefs imputables à l'exploitant.

#### VIII.2 Résiliation pour des motifs d'intérêt général

La convention pourra aussi être résiliée pour des motifs d'intérêt général. Dans ce cas l'exploitant pourra prétendre au versement d'une indemnité correspondant au préjudice subi. Ce dernier devra faire l'objet

d'une estimation de la part de l'exploitant, l'ENSCP se réservant la faculté de rejeter la demande indemnitaire de l'exploitant.

La résiliation prononcée dans les cas ci-dessus mentionnés sera précédée d'une mise en demeure de l'ENSCP.

### **VIII.3 Conséquence de la résiliation sur les redevances versées par l'exploitant**

Les redevances payées par l'exploitant jusqu'à la date de résiliation de la convention restent acquises à l'ENSCP.

### **Article IX. Jugement des contentieux**

Les Parties contractantes conviennent de mettre en œuvre tous les moyens dont elles disposent pour résoudre de façon amiable tout litige qui pourrait survenir dans l'appréciation ou l'interprétation de cette convention. Si toutefois un différend ne pouvait faire l'objet d'une conciliation entre les parties, il sera soumis au tribunal administratif de Paris.

**Date :**

**Signature du représentant de l'exploitant**